

En Europe, l'extrême droite dopée par les migrants

Les formations xénophobes progressent dans nombre de pays

Presque partout en Europe de l'Ouest, ils progressent. En surfant sur l'arrivée massive de migrants depuis le début de l'année, les partis d'extrême droite font même de véritables percées en Autriche, aux Pays-Bas ou en Suède. A l'image de la France, où Marine Le Pen ne parle plus depuis l'été que de la vague migratoire, la plupart des partis populistes européens focalisent désormais leur discours sur ce thème en espérant profiter de la hausse des ressentiments. Avec un succès certain.

En Autriche, par exemple, la crise des réfugiés ne pouvait pas mieux tomber pour le Parti de la liberté (FPÖ). Dans ce pays qui se trouve sur la route des centaines de milliers de migrants qui veulent rejoindre l'Allemagne, elle est le thème dominant des deux échéances électorales en ce début d'automne : les élections régionales en Haute-Autriche, le 27 septembre, où le FPÖ a atteint 30,4 % des voix (15,1 points de plus qu'en 2009), ainsi qu'à Vienne, où un scrutin est organisé dimanche 11 octobre. Dans une capitale historiquement à gauche, les sondages annoncent même le FPÖ au coude-à-coude avec les sociaux-démocrates.

En Suède, le premier pays européen d'accueil en proportion de sa population, l'extrême droite est également en pleine progression. Un sondage publié le 20 août a donné pour la première fois les Démocrates de Suède (SD) en tête devant les autres partis, avec 25 % des voix. Un porte-parole du parti d'extrême droite, Oscar Sjöstedt, a demandé le 1^{er} oc-

tobre « une tolérance zéro vis-à-vis de l'immigration ». Même si les derniers sondages sont un peu moins favorables à l'extrême droite, l'accord inédit de décembre dernier entre les huit partis traditionnels pour empêcher les SD d'entrer au gouvernement se fissure peu à peu. Dernièrement, le vice-président du parti centriste, Fredrick Federley, s'est dit prêt à discuter avec eux afin d'obtenir une majorité en cas de nouvelles élections.

Aux Pays-Bas, Geert Wilders et son Parti pour la liberté capitalisent eux aussi à l'évidence sur la crise des réfugiés, en dénonçant jour après jour « le tsunami de l'asile en provenance de pays musulmans ». Et cela avec un certain succès : fin septembre, un sondage a donné au parti 25 sièges sur 150 à la Chambre des députés, 10 de plus que lors des dernières législatives, à un souffle du parti libéral du premier ministre, Mark Rutte, qui en aurait 27 en cas d'élections.

En Belgique, le parti flamand Vlaams Belang (VB), qui mélange revendication séparatiste et dénonciation virulente de l'immigration et de l'islam, progresse aussi dans les sondages, dans un contexte de multiplication des violences antiréfugiés. A Vilvorde, une banlieue de Bruxelles qui compte de nombreux citoyens de confession musulmane, un futur centre d'accueil, l'hôtel de ville et un local syndical

ont été récemment couverts de slogans racistes, de croix gammées et d'une banderole proclamant « Refugees not welcome ».

En Allemagne, si de très nombreux citoyens aident les réfugiés,

les manifestations, voire les attaques, contre les centres d'accueil se multiplient également. Vendredi 9 octobre, le ministre de l'intérieur a déclaré avoir recensé « plus de 490 délits » commis contre ces centres depuis le début de l'année. L'extrême droite est très présente dans le mouvement Pegida (les patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) qui, chaque semaine ou presque, depuis un an, réunit plusieurs milliers de personnes dans les rues de Dresde (Saxe). Le parti eurosceptique Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui, paradoxalement, n'avait pas bénéficié du débat sur l'aide à la Grèce, semble être désormais porté par la crise des réfugiés. Avec son discours antimigrants, le parti recueillerait aujourd'hui 7 %

des suffrages aux élections législatives, un score très élevé dans un pays où l'extrême droite est normalement quasi absente.

En Italie, les sondages se suivent et se ressemblent pour souligner la montée des intentions de vote en faveur du parti autonomiste et xénophobe de la Ligue du Nord. Ce serait presque trois fois plus que le score obtenu lors des élections générales de 2013 et le double de celui des européennes de 2014. Le flux migratoire en provenance des côtes libyennes (130 000 arrivées de-

puis le début de l'année) profite clairement à Matteo Salvini, le leader du parti. Celui-ci a recentré son discours sur ce phénomène, abandonnant les revendications autonomistes, qui ont fait l'identité de la Ligue depuis trente ans, pour mieux dénoncer « l'invasion » du pays.

En Grande-Bretagne, sonné par son échec lors des législatives de mai, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) tente lui aussi de reprendre des couleurs à l'occasion de la crise des migrants. Nigel Farage utilise surtout le drame en cours pour agiter sa principale obsession : l'impuissance de l'Europe à contrôler ses frontières et l'urgence pour le Royaume-Uni à quitter l'UE pour, dit-il, reprendre la maîtrise des siennes. Les migrations au sein de l'Europe « prennent les proportions d'un exode biblique », a-t-il estimé, en taxant de laxisme la politique d'asile de l'Union.

Trois exceptions. Au milieu de cette tendance quasi générale en Europe, au moins trois pays font exception. Dans la péninsule ibérique – une région certes relativement épargnée par l'afflux de migrants –, l'extrême droite reste complètement absente. Au Portugal, le Parti national renouvateur (PNR) a obtenu à peine 0,5 % des voix lors des législatives du 4 octobre. En Finlande, le parti des Vrais Finlandais recule, lui, très fortement dans les sondages depuis qu'il a fait son entrée au gouvernement, en mai. Il est en effet contraint de composer avec ses alliés centristes et conservateurs, qui prévoient d'accueillir 50 000 migrants cette année et d'effectuer des réductions drastiques dans les dépenses publiques. Deux sujets qui déchirent les Vrais Finlandais : un de leurs principaux responsables a demandé lundi au président du parti, Timo Soini, de quitter le gouvernement. Une hypothèse pour l'instant exclue par celui-ci. ■

SERVICE EUROPE